

A Avignon, le 19 juin 2014,

Monsieur le Ministre,

Dans la ville d'Avignon, deux manifestations concourent à la tenue du festival majeur de notre pays.

Le IN, inventé par Jean Vilar, il y a 68 ans, soutenu par l'Etat, la Ville et les Collectivités. Le OFF, festival autofinancé, le plus grand rassemblement artistique de notre pays, le seul festival qui réunit les équipes de toutes les régions de France y compris celles d'outre-mer et qui, avec 136 compagnies venues de 26 pays de tous les continents, fait résonner le bruit du monde.

Avignon Festival & Compagnies, l'association qui accompagne et développe le OFF, est consciente de ses responsabilités envers les théâtres et les 1083 compagnies qui lui font confiance, envers les dizaines de milliers d'abonnés, envers les acteurs économiques du territoire avignonnais, mais surtout envers les 8000 membres d'équipes artistiques du OFF, pour la plupart intermittents du spectacle, et acteurs essentiels de la vie culturelle de ce pays.

Avignon Festival & Compagnies a adressé un bref questionnaire à destination de ces équipes qui jouent les 1307 spectacles annoncés dans le programme du OFF 2014.

Une immense majorité des compagnies a affirmé :

- rejeter l'accord du 22 mars,
- vouloir jouer leur spectacle dans le OFF 2014.

Le festival OFF aura donc lieu. Mais les pouvoirs publics auraient tort d'en conclure qu'ils peuvent signer l'accord sans état d'âme. Ce serait prendre en otage le peuple du spectacle. Si les compagnies jouent, ce n'est pas qu'elles se désolidarisent des mouvements intermittents. C'est qu'elles n'ont pas le choix. Annuler une participation au festival, ce serait tirer une croix sur un investissement artistique, humain, financier, d'une année au moins, et se condamner à disparaître. Comment choisir d'annuler, et ainsi se priver des recettes qui vous permettront de vivre ?

Le peuple du spectacle est depuis 2003 dos au mur. Est-il si urgent de lui imposer un accord le couteau sous la gorge ?

Les milliers d'artistes, de techniciens, de professionnels qui participent chaque année au OFF mènent, au quotidien, une action de proximité, une action populaire que les pouvoirs publics ne devraient pas mépriser, surtout dans ce moment où la France doute profondément d'elle-même.

Nous faisant les porte-paroles de l'ensemble des acteurs du OFF, nous vous demandons de ne pas signer l'accord et de faire en sorte que les partenaires sociaux reprennent la concertation, sur la base des propositions faites depuis des années par les organisations professionnelles du spectacle.

Rappelons que le OFF avec ses 1 330 000 entrées (un million trois cent trente mille), génère des retombées économiques colossales sur la ville et la région (plus de 100 millions d'€).

Rappelons que, contrairement aux idées reçues, l'écrasante majorité des compagnies présentes dans le OFF ne reçoit aucune aide des puissances publiques. Cela devrait suffire à souligner que les professionnels du spectacle qui y participent sont des gens d'une grande énergie, investis et mobilisés dans leurs projets avec une implication personnelle qui devrait inciter à la modestie, bon nombre de représentants patronaux.

Le Président de la République ne s'y était pas trompé. Il est venu parmi nous au Village du OFF, rencontrer le peuple du spectacle. Les milliers d'artistes et de techniciens qui chaque année se rassemblent pour notre festival ne l'ont pas oublié.

Candidat aux primaires, il avait déjà rendu hommage, aux jeunes compagnies du OFF en saluant leur courage. Car il en faut pour créer et ainsi assurer ce maillage qui amène la culture à la porte de chacun, dans chaque territoire de notre pays.

Le OFF continuera donc, cette année et les prochaines, à inventer, au quotidien, les moyens de faire exister le spectacle et ses valeurs. Nous préférierions que ce soit avec l'Etat, Monsieur le Ministre, car il est temps que les politiques et les artistes qui au quotidien, font vivre les valeurs culturelles, renouent des rapports de confiance et se donnent la main.

Nous voulons croire que vous saurez convaincre le Président de la République et le Premier Ministre, que vous ne précipitez pas la décision sur le statut de l'intermittence et que vous repousserez toute signature ministérielle à ce sujet.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre en l'expression de ma très haute considération.

Greg Germain,
Président d'Avignon Festival & Compagnies - le OFF

